

Y a-t-il un risque fasciste en Europe ?



Italie, Hongrie, Autriche, Allemagne, Pologne... Les mouvements populistes et d'extrême droite gagnent du terrain, les législations se durcissent. Avons-nous raison de nous inquiéter ? Éric Vial*, professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, répond.

Quand on voit la victoire des populistes – la Ligue et le Mouvement 5 étoiles – et les propos « décomplexés » de Matteo Salvini, on se demande si l'Italie pourrait succomber à une tentation fasciste – pouvoir fort, orgueil national, xénophobie, menaces contre les intellectuels (comme envers Roberto Saviano).

Le fascisme correspond à un moment spécifique : mobilisation de la population par la Grande Guerre, suffrage universel (masculin) récent et sans grands effets, etc. De plus, nous en avons une image discutable. D'un côté, la mise sous le boisseau de la démocratie, façon années 1920, est improbable : on ne peut exclure toute fuite en avant d'un gouvernement en cas de difficultés, mais la société a changé. De l'autre, certains traits que vous évoquez n'étaient pas consubstantiels au fascisme, qui se voulait un pouvoir fort, égalitaire (camouflant la corruption), or aujourd'hui sont revendiqués l'inflexibilité pour « les autres » et leurs délits spécifiques, et un laxisme pour soi, fiscal ou routier ; des intellectuels furent réprimés comme opposants, mais moins que l'ensemble de la population ; par ailleurs, la dictature de Mussolini a sévi dix ans avant de devenir raciste, face à des Éthiopiens qui ne voulaient pas se laisser absorber. Je n'oublie pas qu'en 1938 les lois antisémites

ont créé un bouc émissaire pour mobiliser au moins le parti dans une perspective totalitaire – et là je crains qu'on puisse dresser un parallèle, même si la xénophobie actuelle préexistait, alors que Mussolini a fabriqué un rejet artificiel. Au total, le rappel du passé peut être davantage un obstacle qu'une aide dans la manière d'appréhender la situation présente.

Le jeune chancelier autrichien propose un « axe des volontaires dans la lutte contre l'immigration illégale » Vienne-Berlin-Rome. Le ministre de l'Intérieur allemand acquiesce et met la chancelière en difficulté. Y a-t-il un risque fasciste aujourd'hui en Europe ?

L'« axe » fait référence à l'entente entre Hitler et Mussolini et cela ressemble à une provocation : soulever l'indignation à l'étranger avec ce type de souvenir, pour que l'opinion se pense insultée et serre les rangs, est hélas rentable à court terme. Mais l'attelage entre M. Salvini, qui parle de répartir les migrants en Europe, et ses potentiels compères, qui les refusent chez eux, s'annonce difficile. Si à Vienne ou à Munich on peut rêver de faire de l'Italie une forteresse policière, c'est en oubliant le coût financier et humain... Et la Pologne ou la Hongrie sont dans une posture proche, mais sans envie apparente de rejoindre cet « axe ». Les boucs émissaires collectifs sont efficaces en politique intérieure, moins entre pays. Des choses désagréables peuvent avoir et ont déjà eu lieu, mais tout bloc serait voué à vite éclater. J'espère ne pas me tromper.

On voit surgir en Europe des mouvements populistes et xénophobes ainsi que des régimes « illibéraux ». Est-ce une nouveauté ou une mutation du fascisme pour le XXI^e siècle ? L'illibéralisme a-t-il des parentés avec le fascisme ?

Le fascisme a été à l'évidence une forme du rejet du libéralisme politique, du pluralisme, etc., mais il s'inscrit dans une nébuleuse. Il est apparenté à des formes nées à la fin du XIX^e siècle, adaptées à l'âge des foules ou des masses – ce que l'historien Zeev Sternhell a appelé « *droite révolutionnaire* », très différente du traditionalisme contre-révolutionnaire antérieur. Les deux courants ont pu s'associer et négocier, et le mélange, variable selon les lieux, a évolué avec le temps : plus près de nous, on peut évoquer le poujadisme (« qualunquisme » en Italie) qui n'est pas un rejet conscient de la démocratie, ni même une « démocratie incarnative » absorbée par un « chef », mais un rejet de l'État et de ses contraintes, et aussi une sacralisation du succès électoral supposé donner tous les droits, contre les minoritaires, y compris quand, comme à Rome aujourd'hui, le pouvoir est dû à une alliance que nombre de ses électeurs auraient jugée impossible. La question n'est pas de combattre le fantôme du fascisme, mais de défendre une démocratie respectueuse des droits de l'individu, ou de la personne si on préfère ; il n'en est pas le seul ennemi.

Propos recueillis par Christine PEDOTTI

* Auteur, entre autres, de *Guerres, société et mentalités. L'Italie au premier XX^e siècle* (Seli Arslan), traducteur et éditeur de Piero Gobetti, *Libéralisme et révolution antifasciste* (Éditions Rue d'Ulm).

Photo : Presidenza della Repubblica [Attribution], via Wikimedia Commons